



# Convention locale de sécurité Hôpital - Police - Gendarmerie - Justice



## **CONVENTION LOCALE DE SECURITE HOPITAL – POLICE – GENDARMERIE – JUSTICE**

Monsieur le Préfet de la Haute-Saône ;

Monsieur le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Vesoul ;

Monsieur le Directeur départemental de la Police Nationale ;

Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie Départementale de la Haute-Saône ;

Madame la Directrice du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône ;

**Vu** le code civil, le code pénal, le code de procédure pénale, le code de la santé publique, le code de la sécurité intérieure et le code de déontologie médicale, dans leurs articles auxquels il sera fait référence ;

**Vu** la Circulaire DHOS/P1 n° 2000-609 du 15 décembre 2000 relative à la prévention et à l'accompagnement des situations de violence,

**Vu** la Circulaire ministérielle NOR/INT/C/04/30059/J du 20 décembre 2004 relative à la sécurité des services d'Urgence dans les hôpitaux,

**Vu** la Circulaire DHOS/P1 n° 2005-327 du 11 juillet 2005 relative au recensement des actes de violence dans les établissements mentionnés à l'article 2 du titre IV du statut général de la fonction publique,

**Vu** le Protocole national conclu le 12 août 2005 entre le Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales et le Ministère de la Santé et des Sports visant à améliorer la sécurité des établissements hospitaliers publics et privés dans les services en général et dans les urgences en particulier et à renforcer la coopération entre les dits établissements et les services de l'État compétents en matière de prévention de la violence et de traitement de la délinquance ;

**Vu** le Protocole d'accord conclu le 10 juin 2010, complétant et renforçant le protocole du 12 août 2005, entre le Ministère de la Santé et des Sports, le Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales et le Ministère d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Libertés, sur l'amélioration de la sécurité des établissements de santé publics et privés, invitant à décliner cette initiative au niveau local,

**Vu** l'instruction SG/HFDS/2016/340 du 4 novembre 2016 relative aux mesures de sécurisation dans les établissements de santé déclinant les orientations de la lettre conjointe des ministres des affaires sociales et de la santé et de l'intérieur relative à la sécurisation des établissements de santé du 16 novembre 2016,

Décident de signer une convention de partenariat pour mettre en place une coopération opérationnelle institutionnelle et faciliter les échanges professionnels entre les parties.

## **CHAPITRE 1 – ELEMENTS DE CONTEXTE**

L'activité des établissements de santé est de nature à générer des situations qui nécessitent l'intervention des services de police et de gendarmerie tant au sein des sites eux-mêmes qu'en dehors, à la demande du directeur de l'établissement. Parallèlement, l'activité des services de police et de gendarmerie, tant dans sa dimension administrative que judiciaire, conduit ces derniers à solliciter les sites hospitaliers et leurs personnels.

Les conditions de ces interventions ont une incidence sur le fonctionnement de ces établissements. Elles doivent ainsi être organisées dans un but de meilleure efficacité.

Le développement d'un partenariat institutionnel permet d'améliorer la qualité des interventions et des réponses données aux différentes sollicitations dans un but de meilleure administration des établissements hospitaliers et de l'activité administrative et judiciaire des services de police et de gendarmerie sous l'égide et la coordination du procureur de la République et du représentant de l'Etat dans le département.

En conséquence, il convient de préciser les conditions dans lesquelles ces institutions organisent leur collaboration.

## **CHAPITRE 2 – OBJET**

La présente convention a vocation à constituer un protocole cadre et instaurer les principes d'une collaboration entre le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, les forces de sécurité intérieure et les autorités judiciaires.

Elle repose sur un renforcement du partenariat institutionnel et de la coopération entre l'établissement de santé et les services de l'Etat compétents sur son territoire en matière de prévention de la violence et de traitement de la délinquance.

Elle a pour objet d'améliorer la sécurité au sein et aux abords du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, ainsi que la qualité des interventions et des réponses données aux différentes sollicitations.

Elle maintient et développe, conformément aux instructions interministérielles susvisées, les principaux axes de coopération mis en place afin de répondre plus efficacement aux questions de coopération institutionnelle, notamment en matière :

- d'intervention des services de police et de gendarmerie sur les sites des établissements de santé,
- d'exécution des actes de police judiciaire et d'amélioration de la sécurité et de la tranquillité au sein des établissements hospitaliers,
- de formation au profit de l'ensemble des personnels concernés,
- de communication.

Elle vise à :

- Renforcer les dispositifs de sécurité des personnes au sein du GH70 ;
- Actualiser les protocoles d'intervention des forces de sécurité au sein de l'établissement en cas de recours ;

- Adapter la réponse juridique proposée à chaque situation de violence ou de dégradation particulière, graduer les modes de recours aux forces de police ou gendarmerie et aux services de la justice ;
- Garantir une meilleure information et sensibilisation des personnels hospitaliers à la prévention et à la gestion des conflits ;
- Produire un diagnostic des situations à risques et des dispositifs de prévention, notamment dans les services les plus exposés à des risques d'incivilité et de violence ;
- Faciliter le dialogue entre professionnels de santé et professionnels de la police ou gendarmerie et de la justice pour améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse apportée aux demandes des uns et des autres ;
- Optimiser les procédures internes au GH70 dans le cadre des dépôts de plainte pour ne pas emboliser les services de la police nationale ou de la gendarmerie.

En lien avec les services du procureur de la République, cette convention permet d'apporter un caractère opérationnel au suivi des actions engagées en justice par les professionnels de santé victimes ou le GH70.

Le périmètre de la présente convention s'étend à l'ensemble des interventions communes au parquet, aux forces de sécurité intérieure et au groupe hospitalier de la Haute-Saône.

### **CHAPITRE 3 – CHAMP D'APPLICATION**

La convention concerne trois problématiques générales :

- La gestion des événements urgents et graves définis par toute atteinte aux biens et aux personnes relevant d'un trouble à l'ordre public et la mise en mouvement de l'action publique ;
- La prise en charge des patients dans le cadre d'une procédure médico-légale, de signalement rapporté au parquet et d'enquêtes pénales diligentées par les services de police ou de gendarmerie ;
- Les actions de prévention, de sécurité et de sûreté permettant de renforcer la collaboration entre les différents acteurs et d'améliorer la sécurité des personnels hospitaliers.

Chacune des actions et situations spécifiques entrant dans le champ d'application de la présente convention est déclinée au sein des annexes.

Les annexes techniques à la présente convention formalisent les conduites à tenir dans le traitement de situations identifiées comme fréquentes, problématiques et / ou nécessitant une coordination importante entre les signataires.

## **CHAPITRE 4 – DESIGNATION DES REPRESENTANTS / REFERENTS**

Dans le but de faciliter les échanges d'informations, chaque signataire de la convention désigne en son sein un interlocuteur chargé de piloter les actions inscrites dans ce document dans le respect des compétences de chaque partie.

Ces référents sont désignés comme suit :

Pour le parquet du tribunal judiciaire de Vesoul : le ou la procureur(e) de la République près le tribunal judiciaire de Vesoul.

Pour le GH70 : le ou la directeur(rice).

Pour la police nationale : le ou la directeur(rice) départemental de la police nationale.

Pour la gendarmerie nationale : le commandant du groupement de gendarmerie de Haute-Saône.

Les coordonnées des référents désignés figurent en annexe de la présente convention.

## **CHAPITRE 5 – APPLICATION**

Les signataires s'engagent à faire appliquer les termes généraux de la présente convention et les annexes associées au sein de leur service respectif dans le respect des lois et des règlements en vigueur.

Toute difficulté soulevée dans la mise en œuvre des actions devra être débattue lors de la réunion annuelle de suivi afin de faire converger les attentes de chacun.

Chaque partie s'engage à porter à la connaissance des autres parties toute modification législative ou réglementaire la concernant, et susceptible d'impacter des modalités de fonctionnement retenues dans la convention ou dans l'une de ses annexes.

Toute évolution du champ réglementaire ou fonctionnel fera l'objet d'un avenant validé et signé par l'ensemble des parties.

## **CHAPITRE 6 – DUREE ET EVOLUTION DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature.

Elle peut faire l'objet d'ajustements formalisés par avenant.

Elle est renouvelée par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de trois mois.

Lors de la réunion annuelle de suivi, les signataires ou leurs représentants évaluent la mise en œuvre des actions et les difficultés éventuellement rencontrées et, le cas échéant, adaptent le dispositif.



Fait en 5 exemplaires à Vesoul, le 23 02 2024

Le Préfet de Haute-Saône



Le Directeur Départemental  
de la Police Nationale

210

**Bruno COLLIN**

Commandant Divisionnaire  
Fonctionnel

La Directrice du Groupe Hospitalier  
de la Haute-Saône



Le Procureur de la République,  
près le Tribunal Judiciaire de Vesoul



Le Commandant du Groupement de  
Gendarmerie de Haute-Saône

